

**Intervention de Jean Paul Boré**  
**AG PCF Nîmes le 6 juillet 09**

1. Je ne veux pas revenir longuement sur le résultat des élections européennes. Grace aux efforts et à notre stratégie du Front de Gauche, nous avons permis d'avoir 2 élus supplémentaires. Le Front de gauche a été vécu pour ce qu'il est et doit rester : **une dynamique permettant de donner confiance, une dynamique permettant de viser l'objectif de mobiliser l'ensemble des forces de gauche à partir du mouvement social et populaire tel qu'il est.**

Force est de constater cependant que nous sommes loin du compte encore. L'abstention a atteint des sommets parmi les populations les plus intéressées par les changements nécessaires.

Le décalage entre l'offre politique à gauche et les attentes populaires, ne se comble pas, bien au contraire. Ce qui ne consacre pas pour autant une victoire de la droite, elle en est d'ailleurs consciente.

**1<sup>ère</sup> conclusion** : Oui la dynamique du Front de gauche peut donner espoir mais gardons nous d'appréciations hâtives et de transpositions mécaniques d'une élection sur l'autre. Voir les élections de Perpignan et de Henon Baumond.

2. La crise va produire de nouveaux effets dévastateurs. La deuxième vague s'annonce. La situation que subissent les salariés des salins du midi va se multiplier. Tous les économistes redoutent l'éclatement d'une nouvelle bulle financière que sont les LBO (*le fameux système d'achat avec remboursement sur la production et le patrimoine des entreprises*)

En cascade des milliers de sous-traitants peuvent être entraînés dans ce qu'ils appellent un véritable cataclysme économique. Nous allons constituer une liste d'entreprises financées de la sorte et je pense que l'Humanité devrait mener une campagne sur cette question.

Les conséquences seront lourdes pour les populations, et cela ne sera pas sans effets sur leur manière de réagir, d'exprimer leurs attentes.

La gauche et donc nous à l'intérieur, sommes devant d'énormes défis à relever. **Jamais le capitalisme n'a été autant mis en question dans le monde entier et nous assistons pour la première fois depuis des décennies à un mouvement social uni autour d'une plateforme revendicative portée par tous les syndicats.**

Les défis sont les suivants : Etre au niveau de la riposte d'abord. Etre à l'écoute plus que jamais du mouvement social qui cherche des perspectives politiques comme cela a pu s'exprimer vendredi à la mutualité. Partir du mouvement tel qu'il est, c'est à dire populaire, soutenu par 70% de la population, pour parvenir à la traduction politique de ses revendications.

Ainsi se pose ensuite les questions du rassemblement nécessaire de toute la gauche pour permettre au mouvement de conquérir toutes les positions possibles afin de mettre en œuvre son projet.

**Or, ne sommes-nous pas en train de mettre la charrue avant les bœufs ?**

Le débat sur les élections régionales ne s'engage pas dans cet ordre.

Il démarre en traitant en premier la question des alliances et l'on ressort à l'occasion la théorie des deux gauches. Alors que notre conception du front de gauche est celle de rassembler toute la gauche, Mélenchon propose autre chose que son élargissement. Il va dans une autre

direction quand il prétend avec le NPA s'engager sur des listes autonomes et indépendantes du PS.

D'abord, ce n'est pas ce que dit le parti. J'avoue de ce point de vue avoir du mal à lire dans la presse que « *Mélenchon doit nous faire confiance, qu'il ne faut pas être pressé, que nous parviendrons à convaincre les communistes.* »

Ce n'est pas respecter les communistes. On leur dit : « *Nous prendrons la décision en octobre* » et nous disons cependant à Mélenchon ; « *Ne vous en faites pas ce n'est qu'une question de temps.* »

**Ce n'est pas qu'une question de temps. A cela, certains ajoutent la question de la présidence actuelle.**

Nous ne pouvons l'évacuer certes, mais évitons les caches sexe et les faux semblant.

La direction du parti socialiste a donné son point de vue et je ne vois pas comment elle en changerait. Les membres du PS s'exprimeront sur cela à la rentrée. Réduire cependant le débat à la seule présence de G Frêche comme certains tentent de nous y entraîner, me paraît très dangereux et masque bien d'autres choses.

Ne perdons pas la mémoire et ne faisons pas comme si nous étions restés sans réaction. Je reviens très vite sur les débordements successifs que nous avons condamnés publiquement jusque dans l'hémicycle ou encore l'isolement organisé de certains d'entre-nous à l'intérieur du groupe, comme en ont témoigné les campagnes de presse savamment distillées en son temps.

C'est une pratique malsaine qui s'est aussi traduite par des déclarations en apparence à l'emporte pièce concernant d'autres élus non membres du conseil régional. **Ne soyons pas dupes sur les effets recherchés.** Sous d'apparentes dérives, cela est pensé pour l'essentiel en fonction des intérêts de stratégies élaborées et de certains dans les départements. Ne soyons pas naïfs sur la manière dont se préparent les échéances futures et la recherche par certains de nouvelles alliances afin de nous exclure du jeu.

Sans doute aura-t-il manqué la réflexion dans le parti et son engagement auprès de ses élus pour une autre alternative que celle de leur présence ou pas dans la majorité.

**De même que je regrette le manque de réaction du parti aux propos de Mélenchon à la fête de Lézan, parlant d'écuries d'Augias à nettoyer au Conseil Régional où nous sommes dans la majorité. C'est une insulte.**

Malgré ce, nous sommes parvenus, les élus régionaux communistes, à regarder devant et travailler dans l'esprit de nos engagements.

Dans ces conditions, je pèse mes mots, affirmer qu'il est simple de travailler relèverait tout simplement de l'incongruité. C'est cependant dans ces conditions là que la majorité est reconnue pour avoir changé la région. Tout préalable maintenant comme demain serait incompris par les populations.

Je m'en tiens personnellement à l'idée qu'il fût plus facile de jouer les matamores perpétuels que de viser l'action pour les gens dans nos domaines de compétence.

**Deuxième conclusion,** Le débat sur la présidence ne doit en rien masquer les vraies questions qui nous sont posées dans nos régions dans l'intérêt des populations.

**3.** Nous sommes dans la majorité régionale comme nous le sommes dans 19 autres régions. Contrairement à ce qui a pu être écrit, les communistes revendiquent leur part du bilan en Languedoc-Roussillon. Et pour cause.

A ce propos, parlons du bilan des 185 Conseillers Régionaux Communistes de France. Dire que la politique conduite dans les régions n'est pas assez à gauche, ou la laisser critiquer à priori comme le font le NPA la fédération, les alternatifs et le PG pose question. On nous avait expliqué qu'en présentant des listes autonomes au premier tour en 2004, nous serions plus forts pour imposer nos projets ensuite. **Alors, cela n'aurait pas marché ?** Ce n'est pas la bonne manière de prendre les choses.

Je maintiens pour ma part qu'il serait injuste politiquement de laisser ce bilan à d'autres. Nos actions dans les majorités, en tous cas en Languedoc-Roussillon, ont modifié profondément le paysage régional et ouvert des chantiers progressistes indiscutables : solidarité, développement économique et sociale durable, culture, formation, égalité des chances, lutte contre toutes les discriminations, handicap, transport, logement social, aménagement du territoire... Examinons cela à l'aune de nos engagements et décisions de 2004 traduites dans le protocole d'accord signé avec nos partenaires.

**Mais chacun le sait, nous sommes bien payés à Nîmes pour cela, on peut perdre avec un mauvais bilan, mais on ne gagne pas avec seulement un bon bilan.**

Cependant j'ai proposé que ce bilan soit à la disposition au plus vite des communistes. Nous avons raison d'être exigeant avec les élus. Nous avons des comptes à rendre. Je veux pouvoir le faire pour ma part sur toutes les questions.

Voyons bien aussi une différence de fond entre nous et les autres formations du front de gauche. C'est que nous sommes les seuls à avoir des bilans à défendre. JL Mélenchon parle de 7 élus régionaux. Nous en avons 185.

Ne pas examiner le bilan reviendrait au fond à passer pour des idéologues purs et durs qui sautent d'une élection à l'autre sans se préoccuper de ce qui a été fait au regard des engagements auprès des électeurs.

**Alors, quels sont nos objectifs pour 2010 ?**

Le rassemblement, porter un projet ? Lequel ?

Ce n'est pas facile. Le PS s'enlise, il se divise toujours plus entre la voie sociale démocrate et sociale libérale. Pour autant le mouvement social compte les gros bataillons de ses électeurs. Nous sommes à juste raison tentés par l'exigence d'un affrontement plus sévère avec les représentants du capital au moment où il est pointé du doigt.

Cependant, parler du contenu ne peut être étranger à ce que l'on veut faire. Voulons nous tout changer comme le prône le NPA où en tant que bons marxistes, nous partons du réel avec notamment des fortes exigences portées par le mouvement social ?

**Plutôt que de dénigrer notre participation depuis 2004, ne devrions-nous pas lancer l'idée qu'il faut muscler les régions des exigences portées par la plateforme syndicale y compris en opérant les ruptures politiques nécessaires pour faire face à la crise au regard des compétences régionales ?**

**Ne serait-ce point un bon moyen de faire joint entre revendication et traduction politique et de mobiliser les forces sociales dans cette bataille?**

Dans cet esprit, je rencontre les unions syndicales régionales représentées au CESR le 8 juillet prochain pour un échange sur les entreprises telles les Salins du Midi et autres ainsi que la question des aides aux entreprises.

**Et quelque soit la position de premier tour que nous adopterons, car il faudra bien construire une majorité, une telle ambition pourrait-être la marque de fabrique du parti communiste français dans la dynamique du front de gauche.**

Faire l'économie de cela n'est pas dénué de sens et d'intérêt pour certains. Si l'on suit la ligne de JL Mélenchon et Besancenot, au bout ce sera l'effacement du parti. Ne nous racontons pas d'histoire. Ce sera moins de candidats communistes et bien sûr au bout moins d'élus communistes. Ayons aussi à l'esprit que la réforme envisagée par le rapport Balladur nous mettra aussi devant les mêmes questions avec la fusion de listes régionales et cantonales où selon la logique poursuivie par certain il faudrait que les élus communistes fassent de la place. Voilà un débat nécessaire. Il y a déjà eu des expériences de ce type en Espagne ou en Italie. Nous n'en sommes pas là. Pour autant n'en prenons pas le chemin. La France a besoin je pense d'un parti communiste identifié comme tel.

Posons toutes les questions : A quoi sert un ou une élu communiste ? Cette question n'est-elle pas liée au problème de savoir s'il faut ou non participer à des majorités.

**3<sup>ème</sup> et dernière conclusion** : menons le débat en toute connaissance de cause et trouvons le meilleur chemin qui rassemble d'abord le maximum de communistes. Pour moi toutes les questions demeurent ouvertes. Je demeure perméable et lit tout ce qui s'écrit ou dit sans à priori. Je crois utile de multiplier les contributions et les échanges dans un esprit constructif.